

Comptes annuels SSR

Rapport sur la situation financière

Chiffres en bref

Le commentaire ci-après porte sur les comptes annuels de la maison mère.

		2014	2013
Résultat d'entreprise	CHF mio	4,8	20,1
Produit d'exploitation	CHF mio	1 651,2	1 615,5
Charges d'exploitation	CHF mio	1 647,8	1 596,5
Entrées de fonds liées à l'exploitation	CHF mio	133,2	-78,7
Acquisition d'immobilisations corporelles	CHF mio	-99,2	-75,8
Effectif postes	à plein temps	5 004	5 017
	personnes	6 106	6 069
Redevances de réception par foyer (TVA comprise)	CHF par an	462	462
Radio		169	169
Télévision		293	293
Volume de diffusion radio des quatre régions linguistiques	en heures	150 840	156 669
Productions maison		37 805	37 958
Productions de tiers		89 777	94 978
Reprises		23 259	23 733
Productions maison	en %	25,1	24,2
Productions de tiers		59,5	60,6
Reprises		15,4	15,1
Volume de diffusion télévision des quatre régions linguistiques	en heures	64 846	63 963
Productions maison		9 506	9 572
Productions de tiers		15 053	14 465
Reprises		40 288	39 926
Productions maison	en %	14,7	15,0
Productions de tiers		23,2	22,6
Reprises		62,1	62,4

Commentaire du compte de résultat

L'entreprise SSR (hors filiales) a réalisé en 2014 un bénéfice de 4,8 millions de francs.

Pour informer le public sur les Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, sur la Coupe du monde de football au Brésil, sur les Championnats d'Europe d'athlétisme à Zurich et sur d'autres grands événements sportifs, la SSR a investi 29,3 millions de francs dans les droits de retransmission et en coûts de production. Pour la première fois depuis trois ans, grâce à ces événements sportifs et à l'important chiffre d'affaires généré durant les mois d'été, les recettes publicitaires ont augmenté de 11,7 millions de francs. Des mandats importants, tels que la production de toutes les épreuves de ski alpin à Sotchi demandée par le Comité olympique – distinguée par le Golden Rings Award de la «meilleure production des Jeux olympiques d'hiver» – ont eu une répercussion positive sur le bilan. Les recettes supplémentaires résultant des commandes de production de ce type ont atteint 7,5 millions de francs. Le produit de la redevance a augmenté de 7,2 millions de francs, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation du nombre de foyers. Les charges de personnel se sont alourdies de 13,2 millions de francs, notamment en raison de l'augmentation des primes versées à la Caisse de pension suite à l'abaissement du taux technique, passé de 4 à 3,25%.

La SSR s'adapte aux habitudes de consommation du jeune public. Pour la première fois, dans toutes les régions du pays, elle a produit des séries qui ont été exclusivement diffusées sur Internet (web only). En 2014, dans les quatre régions linguistiques, la SSR a intensifié la couverture de l'actualité des autres parties du pays. De même, SRF (Suisse alémanique), la RTS (Suisse romande), la RSI (Suisse italienne), RTR (Suisse rhéto-romane) et swissinfo.ch (étranger et Suisses expatriés) ont renforcé leurs échanges de programmes et leur collaboration dans la planification des nouvelles productions. Les échanges entre équipes et animateurs du «Tagesschau», du «19h30» et du «Telegiornale» ont suscité beaucoup d'attention et d'éloges. De même, la diffusion d'une série en six épisodes sur l'activité du Comité international de la Croix-Rouge a rencontré un large écho.

L'engagement de la SSR, son savoir-faire et son soutien au cinéma suisse, avec 22,3 millions de francs versés dans le cadre du Pacte de l'audiovisuel, ont été largement récompensés en 2014: des coproductions de la SSR ont remporté deux prix aux Journées de Soleure (le Prix de Soleure pour le documentaire «Spartiates», et le Prix du public pour le film «Usfahrt Oerlike») ainsi que le Prix du public du Festival du film de Locarno, décerné à «Schweizer Helden»; enfin, le court-métrage «Parvaneh» coproduit par la SSR a été nommé aux Oscars. Plusieurs coproductions de la SSR ont été primées dans le cadre du «Prix du cinéma suisse».

En 2015, la SSR poursuivra donc sa stratégie: accroître son efficacité, se préparer pour l'ère numérique, investir dans des programmes de radio et de télévision encore plus plaisants et obtenir à nouveau un résultat équilibré grâce à une planification financière stricte. L'évolution du marché publicitaire suite à l'envolée du cours du franc suisse fait toutefois peser certaines incertitudes.

Redevances de réception

Nombre de payeurs Etat au 31 décembre	2014	2013
Radio à titre privé	2 887 595	2 834 497
Radio à titre professionnel	47 356	46 119
Radio à titre commercial I - III	64 825	64 244
Total radio	2 999 776	2 944 860
Radio à titre privé	2 922 336	2 893 850
Radio à titre professionnel	10 022	9 655
Radio à titre commercial I - III	27 435	26 924
Total télévision	2 959 793	2 930 429

Comme lors des années précédentes, le nombre de personnes s'acquittant de la redevance est en hausse. L'an dernier, ce nombre a augmenté de 1,4%, permettant ainsi à la SSR d'encaisser 7,2 millions de francs supplémentaires. A nouveau, la redevance des entreprises enregistre le taux de croissance le plus élevé, avec 2,9% (2013: 1,8%), suivie par la redevance des ménages, avec 1,4% (2013: 1,1%) et celle des commerçants, avec 1,2% (2013: 0,6%).

Marché publicitaire

La performance publicitaire brute enregistre une légère hausse de 1,4% (+68,5 millions de francs) en 2014. Au final, les dépenses publicitaires brutes s'élèvent à 4,9 milliards de francs. Cette augmentation par rapport à l'année 2013 s'explique par les grands événements sportifs (Jeux olympiques d'hiver à Sotchi, Coupe du monde de football au Brésil). Par ailleurs, contrairement à 2013, les données du nouveau panel de Mediapulse consacré à l'utilisation de la télévision ont été constamment disponibles. La télévision affiche une hausse de 4,0% en 2014, ce qui en fait le plus grand vecteur de croissance. D'autre part, le groupe de médias «Print» est parvenu à se stabiliser (+0,7%).

Les médias électroniques ont poursuivi leur ascension en 2014 également. Au total, la publicité diffusée sur les médias électroniques atteint une valeur de 2,0 milliards, soit une augmentation de 2,9% (+56,5 millions de francs). Le groupe «TV» constitue le principal vecteur de croissance parmi les médias électroniques, avec une progression de 4,0% (+61,3 millions de francs), soit plus du double du taux de croissance enregistré en 2013. Les dépenses publicitaires totales pour la télévision en 2014 s'élèvent à 1606 millions de francs.

Selon les statistiques publicitaires brutes publiées par Media Focus, les recettes publicitaires générées par publisuisse en 2014 se chiffrent à 549,6 millions, soit une hausse de 10,2% (+50,7 millions de francs). En référence au marché publicitaire brut, publisuisse atteint ainsi une part intramédiale de 34,2% (+1,9 point de part de marché).

Comparaison pluriannuelle

CHF mio	2014	2013	2012	2011	2010
Redevances radio/tv	1 210,4	1 203,2	1 188,0	1 175,2	1 169,0
Recettes commerciales	370,6	348,5	360,2	388,2	376,8
Autres recettes	70,3	63,8	86,5	64,2	71,7
Diminution de recettes	-0,2	-	-0,1	17,8	-4,8
Produit d'exploitation	1 651,1	1 615,5	1 634,6	1 645,4	1 612,7
Charges de personnel	-685,5	-673,9	-814,0	-662,3	-685,9
Charges programme et production	-628,9	-592,9	-604,4	-589,8	-558,1
Autres charges d'exploitation	-253,9	-249,9	-249,9	-265,4	-289,6
Amortissements et corrections de valeur	-79,5	-79,8	-79,8	-97,5	-78,9
Charges d'exploitation	-1 647,8	-1 596,5	-1 748,1	-1 615,0	-1 612,5
Résultat d'exploitation	3,3	19,0	-113,5	30,4	0,2
Résultat financier	1,5	1,1	-3,9	-4,6	-12,5
Résultat d'entreprise	4,8	20,1	-117,4	25,8	-12,3

Indicateurs

Ratios

Maison mère

	31.12.2014	31.12.2013
Current Ratio	107,1 %	110,4 %
Actifs circulants en % des capitaux étrangers à court terme		
Intensité de placement	63,7 %	63,9 %
Actifs immobilisés en % du total du bilan		
Couverture des actifs immobilisés I	64,5 %	65,2 %
Capitaux propres en % des actifs immobilisés		
Couverture des actifs immobilisés II	103,8 %	105,3 %
Capitaux propres et capitaux étrangers à long terme en % des actifs immobilisés		
Coefficient d'autofinancement	41,1 %	41,6 %
Capitaux propres en % du total du bilan		

Les indicateurs ne présentent aucune variation notable par rapport à l'exercice précédent.

Comptes annuels maison mère 2014

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2014	2013
Redevances radio/tv	M 1	1 210 397	1 203 165
Recettes commerciales	M 2	370 647	348 485
Autres recettes	M 3	70 292	63 765
Diminution de recettes	M 4	-182	50
Produit d'exploitation		1 651 154	1 615 465
Charges de personnel	M 5	685 512	673 903
Charges programme et production	M 6	628 906	592 945
Autres charges d'exploitation	M 7	253 945	249 857
Amortissements et corrections de valeur	M 8	79 476	79 810
Charges d'exploitation		1 647 839	1 596 515
Résultat d'exploitation		3 315	18 950
Résultat financier	M 9	1 531	1 171
Résultat d'entreprise		4 846	20 121

M = comptes annuels maison mère, annexe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2014	2013
Liquidités	M 10	246 676	206 441
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	M 11	–	24
Créances résultant de livraisons et de prestations	M 12	29 618	39 238
Autres créances	M 13	3 454	5 175
Comptes de régularisation actifs	M 14	26 185	29 329
Stocks	M 15	122 636	135 243
Actifs circulants		428 569	415 450
Immobilisations corporelles	M 16	646 672	629 415
Immobilisations financières	M 17	95 226	94 977
Immobilisations incorporelles	M 18	8 629	10 838
Actifs immobilisés		750 527	735 230
ACTIFS		1 179 096	1 150 680
Dettes financières à court terme	M 19	–	609
Engagements résultant de livraisons et de prestations	M 20	74 888	77 984
Encaissement anticipé de la redevance	M 21	187 190	188 497
Autres dettes	M 22	66 319	41 027
Comptes de régularisation passifs	M 23	64 079	62 218
Provisions à court terme	M 24	7 758	5 889
Capitaux étrangers à court terme		400 234	376 224
Dettes financières à long terme	M 25	250 000	250 000
Provisions à long terme	M 26	44 778	45 218
Capitaux étrangers à long terme		294 778	295 218
Capitaux étrangers		695 012	671 442
Réserve de base		480 000	480 000
Pertes cumulées		–762	–20 883
Résultat d'entreprise		4 846	20 121
Capitaux propres		484 084	479 238
PASSIFS		1 179 096	1 150 680

M = comptes annuels maison mère, annexe

Tableau de financement

CHF 1000	Annexe	2014	2013
Résultat d'entreprise		4 846	20 121
Amortissements	M 8	78 555	79 338
Corrections de valeur	M 8	921	472
Diminution papiers-valeurs et autres placements à court terme	M 11	24	337
Diminution créances résultant de livraisons et de prestations	M 12	9 620	2 962
Diminution autres créances	M 13	1 721	164
Diminution comptes de régularisation actifs	M 14	3 144	-14 360
Diminution stocks	M 15	12 607	-3 873
Diminution dettes	M 19	-609	363
Diminution engagements découlant de livraisons et de prestations	M 20	-3 096	-1 127
Diminution encaissement anticipé redevance	M 21	-1 307	4 821
Augmentation autres dettes	M 22	25 292	8 571
Augmentation comptes de régularisation passifs	M 23	1 861	-8 216
Augmentation provisions à court terme	M 24	1 869	-164 547
Diminution provisions à long terme	M 26	-440	-5 117
Autres charges sans incidence sur le fonds		153	1 402
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles		-1 980	-10
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles		-	3
Flux de fonds liés à l'exploitation		133 181	-78 696
Achat d'immobilisations corporelles		-99 247	-75 769
Vente d'immobilisations corporelles		8 517	11
Achat de titres et de participations	M 17	-25	-
Prêt accordé	M 17	-	-38 546
Remboursement d'un prêt	M 17	-	41 546
Achat d'immobilisations incorporelles	M 18	-2 191	-4 691
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-92 946	-77 449
Free cashflow		40 235	-156 145
Prêt contre reconnaissance de dette	M 25	-	250 000
Remboursement prêt contre reconnaissance de dette	M 19	-	-270 000
Flux de fonds liés aux opérations de financement		-	-20 000
Variation des fonds		40 235	-176 145
Liquidités au 1 ^{er} janvier		206 441	382 586
Liquidités au 31 décembre		246 676	206 441
Variation des fonds		40 235	-176 145

M = comptes annuels maison mère, annexe

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Réserve de base	Réserve prov. de bénéfices/ pertes cumulées	Résultat d'entreprise	Total
Solde au 1^{er} janvier 2013	480 000	96 552	-117 435	459 117
Réimputation résultat 2012	-	-117 435	117 435	-
Résultat d'entreprise 2013	-	-	20 121	20 121
Solde au 31 décembre 2013	480 000	-20 883	20 121	479 238
Réimputation résultat 2013	-	20 121	-20 121	-
Résultat d'entreprise 2014	-	-	4 846	4 846
Solde au 31 décembre 2014	480 000	-762	4 846	484 084

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels de la maison mère (bouclément individuel), tout comme les comptes du groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR), sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC. Les comptes annuels de la maison mère et les comptes du groupe offrent une image de l'état de la fortune, des finances et des revenus conforme à la réalité (true and fair view).

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et des diverses sociétés du groupe est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats.

Participations

Principales participations directes de la maison mère SSR au 31 décembre 2014:

Sociétés du groupe	2014	2013
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions CHF 10,0 millions Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	100%	100%
Schweizerische Teletext AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 million Teletext et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 million Participations dans le domaine de la radiodiffusion	100%	100%
Publisuisse SA, Berne Capital actions CHF 4,5 millions Commercialisation de la publicité TV et sponsoring	99,8%	99,8%

La liste complète des sociétés associées et des autres participations figure dans l'annexe des comptes du groupe (G 36).

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SRG SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées sont fournies dans l'annexe des comptes du groupe pour l'année 2014 (G 31).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels de la maison mère et aux comptes du groupe est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation séparée. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes.

A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Inversement, toute augmentation de valeur résultant de la disparition (partielle) des causes de la dépréciation d'actif est elle aussi comptabilisée avec effet sur les résultats. La survaleur, qui ne peut être imputée, constitue cependant une exception.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. L'évaluation intervient à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été honorées. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2% (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programme télévisé (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises.

Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programme télévisé sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programme activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programme qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programme radio ne sont pas activés.

Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 5000 francs et le mobilier acheté à l'unité ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs.

Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de construction, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

– Bâtiments	5 à 50 ans
– Moyens de production	5 à 10 ans
– Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans
– Informatique	3 à 5 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs des filiales, mais jamais dans ceux de la maison mère. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans. Les immobilisations incorporelles destinées à être commercialisées (droits de programme ou de diffusion, par exemple) sont traitées comme des stocks.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements et engagements conditionnels

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale.

Encaissement anticipé de la redevance

Etant donné que la redevance est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous «Encaissement anticipé de la redevance».

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. Par ailleurs, l'événement doit avoir eu lieu avant la date de clôture du bilan.

Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Le solde de temps à long terme du personnel est porté au passif dans les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques. En raison de l'exonération fiscale de la maison mère, les impôts différés concernent uniquement les comptes du groupe.

Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les 12 prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse les 12 mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme.

Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les positions sont actualisées au taux de 1%. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire.

Produits

Les redevances de réception pour la radio et la télévision sont intégrées au compte de résultat conformément au décompte de la société Billag, l'organe d'encaissement mandaté par l'Office fédéral de la communication. Les produits commerciaux et les autres produits contiennent toutes les recettes liées aux activités de radio/télévision et comprises dans la période sous revue. Le produit publicitaire est comptabilisé sous forme de montant net. En d'autres termes, les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat sont directement déduits du produit publicitaire brut.

Annexe

Explications

M 1 Redevances radio/tv

CHF 1000	2014	2013
Redevances télévision	761 821	758 932
Redevances radio	448 576	444 233
Total	1 210 397	1 203 165

Le **produit de la redevance** a de nouveau augmenté au cours de l'exercice sous revue. Par rapport à l'exercice précédent, la SSR enregistre 7,2 millions de francs de recettes supplémentaires (2013: +15,1 millions), ce qui s'explique essentiellement par la progression des redevances encaissées auprès des particuliers.

M 2 Recettes commerciales

CHF 1000	2014	2013
Publicité	259 728	248 032
Sponsoring	56 741	55 190
Programme	54 178	45 263
Total	370 647	348 485

Si le produit publicitaire était en recul en 2012 et 2013, la tendance s'est inversée en 2014. Les grands événements sportifs de 2014 ainsi que la demande restée élevée durant les mois d'été ont gonflé le **produit publicitaire** de 11,7 millions de francs (2013: -11,1 millions), ce qui a permis au **produit du sponsoring** d'enregistrer une hausse de 1,6 million de francs (2013: -0,6 million). Le **produit du programme** a augmenté de 8,9 millions de francs en raison des importants mandats de production pour les épreuves de ski alpin à Sotchi et les Championnats d'Europe d'athlétisme à Zurich (+7,5 millions), à des coproductions ainsi qu'à des ventes supplémentaires de licences.

M 3 Autres recettes

CHF 1000	2014	2013
Contributions	23 305	20 287
Prestations de services	36 963	34 948
Autres produits d'exploitation	10 024	8 530
Total	70 292	63 765

Les **contributions** comprises dans les autres produits, et essentiellement composées de subventions fédérales aux programmes et aux émissions diffusés à l'étranger, connaissent une progression de 3,0 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (2013: + 1,0 million). La SSR s'est en effet vu octroyer davantage de subventions pour le développement de TvSvizzera. Le **produit des prestations** de service (2013: +1,4 million) reste en hausse, une progression elle aussi liée aux Championnats d'Europe d'athlétisme de Zurich, qui nous ont permis d'encaisser 2,0 millions de francs supplémentaires en prestations d'ingénierie et en recettes de location d'infrastructure. La hausse de 1,5 million de francs enregistrée par les **autres produits d'exploitation** s'explique par la vente de deux biens-fonds dans la région de Zurich et de Saint-Gall.

M4 Diminutions de recettes

CHF 1000	2014	2013
Diminutions	-182	50
Total	-182	50

Le montant indiqué est principalement imputable aux modifications du ducroire.

M5 Charges de personnel

CHF 1000	2014	2013
Salaires	539 480	539 514
Indemnités	20 036	20 939
Prestations sociales	109 577	95 867
Autres charges de personnel	16 419	17 583
Total	685 512	673 903

L'accroissement des **prestations sociales** de 13,7 millions de francs est dû à la hausse des primes versées par la Caisse de pension (+13,2 millions). Les coûts nettement plus élevés sont principalement imputables à l'abaissement du taux technique de 4 à 3,25%. Les **autres charges de personnel** sont en recul de 1,2 million de francs (2013: +0,6 million). Cette baisse s'explique pour l'essentiel par la suppression du plan social pour WRS (World Radio Switzerland), qui alourdissait ce poste de 1,7 million de francs l'an dernier.

M6 Charges programme et production

CHF 1000	2014	2013
Indemnités artistes et auteurs	30 820	29 861
Droits d'auteur	116 223	102 366
Productions de tiers et commandes	369 140	351 456
Charges de liaisons et de lignes	105 054	95 973
Charges diverses programme et production	9 463	10 038
Variation des stocks de programmes	-1 794	3 251
Total	628 906	592 945

L'absence de grands événements sportifs en 2013 avait délesté le poste des **droits d'auteur** de 10,7 millions de francs. En 2014, les grands événements sportifs ont entraîné une hausse de 13,0 millions de francs pour ce poste. Les coûts des droits de retransmission des manifestations sportives récurrentes, ayant augmenté de 0,7 million de francs, ont également un impact négatif. Au total, la progression des droits d'auteur s'élève à 13,9 millions de francs (2013: -9,8 millions). Avec un total de 11,4 millions de francs, les événements sportifs supplémentaires de l'année 2014 sont là encore à l'origine de la hausse enregistrée par les **charges de productions et mandats externes**. Le reste des 17,7 millions de francs d'augmentation (2013: -11,5 millions) est imputable à des productions et à des achats supplémentaires auprès de tiers. Une provision de 4,4 millions de francs a dû être constituée sous les **charges de liaisons et de lignes** en prévision de la fin de la transmission du signal tv analogique par satellite. De plus, 3,2 millions de francs ont été affectés à l'extension et à l'optimisation du réseau de transmission numérique. Seul 1,5 million de francs est attribuable à la hausse générale des coûts de diffusion. Au total, le poste des charges de liaisons et de lignes progresse ainsi de 9,1 millions de francs (2013: -0,2 million). La **variation des stocks de programme** allège le compte de résultat de 1,8 million de francs (2013: 3,3 millions).

M7 Autres charges d'exploitation

CHF 1000

	2014	2013
Entretien et remplacement	49 495	49 446
Frais administratifs et publicité	62 451	64 850
Communication, logistique et frais	53 176	48 262
Autres charges	88 823	87 299
Total	253 945	249 857

L'utilisation restrictive des mesures publicitaires a permis d'économiser quelque 2,5 millions de francs, ce qui explique la baisse des **charges administratives et publicitaires générales** de 2,4 millions de francs (2013: +5,6 millions). Le poste **communication, logistique et frais** affiche une hausse de 4,9 millions de francs (2013: -3,6 millions) essentiellement due au nombre important de grandes manifestations sportives, celles-ci impliquant toujours une intensification des déplacements et de la communication. Le poste des **autres charges** augmente de 1,5 million de francs (2013: -4,6 millions), principalement en raison de la vente de cartes SAT Access (1,2 million).

M8 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000

	2014	2013
Amortissements prévus immobilisations corporelles	74 133	75 361
Dépréciations immobilisations corporelles	1 145	472
Immobilisations corporelles	75 278	75 833
Dépréciations immobilisations financières	-224	-
Immobilisations financières	-224	-
Amortissements prévus valeurs incorporelles	4 422	3 977
Valeurs incorporelles	4 422	3 977
Total	79 476	79 810

L'écart total entre les **amortissements et les corrections de valeur** reste quasiment stable par rapport à 2013, avec un fléchissement de 0,3 million de francs. En raison de la bonne marche des affaires, il a été possible d'augmenter la participation dans Euronews SA, revalorisée de 0,2 million de francs.

M9 Résultat financier

CHF 1000	2014	2013
Produits financiers	8 714	10 862
Charges financières	-7 183	-9 691
Total	1 531	1 171

Le résultat financier net reste positif pour l'exercice clôturé. Outre des produits des participations en légère progression, c'est principalement la baisse des intérêts du capital étranger qui a contribué à ce résultat financier positif. Celui-ci progresse de 0,4 million de francs (2013: +5,1 millions).

M10 Liquidités

CHF 1000	2014	2013
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	246 628	206 331
Fonds assimilés à des liquidités	48	110
Total	246 676	206 441

Le détail de ces évolutions figure dans le tableau des mouvements de trésorerie de la maison mère.

M11 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2014	2013
Instruments financiers dérivés	-	18
Papiers-valeurs	-	6
Total	-	24

A partir de 2014, les **instruments financiers dérivés** ne figurent plus qu'en annexe, au point M 28.

M12 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2014	2013
Tiers	12 067	14 892
Sociétés du groupe	17 584	25 607
Sociétés proches	581	569
Corrections de valeur	-614	-1 830
Total	29 618	39 238

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** enregistrent une baisse de 9,6 millions de francs (-3,0 millions en 2013), en raison principalement de la diminution des créances envers les sociétés du groupe (-8,0 millions).

M 13 Autres créances

CHF 1000

	2014	2013
Tiers	3 454	5 175
Total	3 454	5 175

Les **autres créances** sont en recul de 1,7 million de francs (2013: -0,2 million), une baisse imputable pour l'essentiel à la diminution des créances envers les collaborateurs et des encaissements anticipés.

M 14 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000

	2014	2013
Tiers	25 579	28 079
Sociétés du groupe	606	1 250
Total	26 185	29 329

Les comptes de régularisation actifs enregistrent une baisse de 3,1 millions de francs (+14,4 millions en 2013), essentiellement imputable à la redevance Billag limitée à la période sous revue.

M 15 Stocks

CHF 1000

	2014	2013
Paiements anticipés de programmes	12 106	26 245
Productions maison	49 561	44 589
Productions de tiers	61 173	64 654
Corrections de valeur	-673	-976
Stocks de programmes	110 061	108 267
Stocks de marchandises	469	731
Stocks	122 636	135 243

Les **paiements anticipés** affichent une baisse de 14,1 millions de francs (2013: +7,1 millions), dont 11,8 millions de francs sont imputables aux droits sportifs et 2,3 millions de francs aux autres paiements anticipés. Portés à l'actif uniquement pour les productions télévisées, les **stocks de programme** regroupent les productions de tiers et les productions internes non encore diffusées. Ils sont en hausse de 1,8 million de francs (2013: -3,3 millions). Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

M16 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Solde au 1.1.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2013
Immobilisations en construction et paiements anticipés	47 839	35 951	–	–14 275	69 515
Terrains	22 742	–	–	–	22 742
Bâtiments	909 822	4 463	–612	7 876	921 549
Moyens de production	416 217	26 442	–39 295	5 260	408 624
Informatique	77 320	9 190	–16 077	562	70 995
Autres immobilisations corporelles	27 868	495	–1 749	37	26 651
Valeurs d'acquisition	1 501 808	76 541	–57 733	–540	1 520 076
Immobilisations en construction et paiements anticipés	–59	–	59	–	–
Terrains	–	–	–	–	–
Bâtiments	–405 119	–32 475	594	–	–437 000
Moyens de production	–293 010	–31 849	34 324	–	–290 535
Informatique	–52 148	–8 836	14 197	–	–46 787
Autres immobilisations corporelles	–21 230	–2 201	1 615	–	–21 816
Amortissements prévus	–771 566	–75 361	50 789	–	–796 138
Immobilisations en construction et paiements anticipés	–	–	–	–	–
Terrains	–	–	–	–	–
Bâtiments	–85 059	–226	47	–	–85 238
Moyens de production	–9 709	–241	3 200	–	–6 750
Informatique	–3 404	–5	1 403	–	–2 006
Autres immobilisations corporelles	–648	–	119	–	–529
Dépréciations	–98 820	–472	4 769	–	–94 523
Immobilisations en construction et paiements anticipés	47 780	35 951	59	–14 275	69 515
Terrains	22 742	–	–	–	22 742
Bâtiments	419 644	–28 238	29	7 876	399 311
Moyens de production	113 498	–5 648	–1 771	5 260	111 339
Informatique	21 768	349	–477	562	22 202
Autres immobilisations corporelles	5 990	–1 706	–15	37	4 306
Valeurs comptables nettes	631 422	708	–2 175	–540	629 415

CHF 1000	Solde au 1.1.2014	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2014
Immobilisations en construction et paiements anticipés	69 515	52 427	–	–24 968	96 974
Terrains	22 742	–	–1 109	–	21 633
Bâtiments	921 549	8 352	–9 709	9 915	930 107
Moyens de production	408 624	27 679	–17 139	11 196	430 360
Informatique	70 995	10 057	–8 614	3 519	75 957
Autres immobilisations corporelles	26 651	867	–2 454	316	25 380
Valeurs d'acquisition	1 520 076	99 382	–39 025	–22	1 580 411
Immobilisations en construction et paiements anticipés	–	–	–	–	–
Terrains	–	–	–	–	–
Bâtiments	–437 000	–30 253	5 374	–	–461 879
Moyens de production	–290 535	–32 107	16 467	–	–306 175
Informatique	–46 787	–9 714	7 107	–	–49 394
Autres immobilisations corporelles	–21 816	–2 059	2 405	–	–21 470
Amortissements prévus	–796 138	–74 133	31 353	–	–838 918
Immobilisations en construction et paiements anticipés	–	–	–	–	–
Terrains	–	–	–	–	–
Bâtiments	–85 238	–812	–	–	–86 050
Moyens de production	–6 750	–333	576	–	–6 507
Informatique	–2 006	–	266	–	–1 740
Autres immobilisations corporelles	–529	–	5	–	–524
Dépréciations	–94 523	–1 145	847	–	–94 821
Immobilisations en construction et paiements anticipés	69 515	52 427	–	–24 968	96 974
Terrains	22 742	–	–1 109	–	21 633
Bâtiments	399 311	–22 713	–4 335	9 915	382 178
Moyens de production	111 339	–4 761	–96	11 196	117 678
Informatique	22 202	343	–1 241	3 519	24 823
Autres immobilisations corporelles	4 306	–1 192	–44	316	3 386
Valeurs comptables nettes	629 415	24 104	–6 825	–22	646 672

Les **acomptes** figurant dans les immobilisations en construction et paiements anticipés s'élèvent à 0,1 million de francs (2013: 1,4 million). La hausse des **immobilisations en construction** est principalement due au projet de construction de Genève (35,8 millions) qui sera clôturé en 2015. En ce qui concerne les bâtiments, le recul est dû à la vente de biens immobiliers dans les régions de Zurich et de Saint-Gall. Le solde de la reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir M 18). La **valeur d'assurance incendie** des immobilisations corporelles s'élève à 1481,5 millions de francs (2013: 1489,0 millions).

M 17 Immobilisations financières

CHF 1000	Solde au 1.1.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2013
Prêts	61 056	38 546	-41 546	-	58 056
Participations	37 501	-	-1	-	37 500
Valeurs d'acquisition	98 557	38 546	-41 547	-	95 556
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-579	-	-	-	-579
Amortissements cumulés	-579	-	-	-	-579
Prêts	61 056	38 546	-41 546	-	58 056
Participations	36 922	-	-1	-	36 921
Valeurs comptables nettes	97 978	38 546	-41 547	-	94 977

CHF 1000	Solde au 1.1.2014	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2014
Prêts	58 056	-	-	-	58 056
Participations	37 500	25	-	-	37 525
Valeurs d'acquisition	95 556	25	-	-	95 581
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-579	-20	244	-	-355
Amortissements cumulés	-579	-20	244	-	-355
Prêts	58 056	-	-	-	58 056
Participations	36 921	5	244	-	37 170
Valeurs comptables nettes	94 977	5	244	-	95 226

La participation dans Romandie Média SA a été augmentée de 24 500 francs au cours de l'exercice sous revue tandis que la participation dans SwissMediaCast AG a été dépréciée de 20 000 francs. La marche des affaires d'Euronews SA a permis de réduire de 243 990 francs la dépréciation de valeur.

CHF 1000	2014	2013
Prêts aux tiers	10	10
Prêts aux sociétés du groupe	58 046	58 046
Total prêts	58 056	58 056
Sociétés du groupe (participation supérieur à 50%)	35 882	35 882
Sociétés à participations (participation entre 20% et 49%)	743	743
Autres participations (participation inférieure à 20%)	545	296
Total participations	37 170	36 921
Total immobilisations financières	95 226	94 977

L'aperçu des participations figure au point G 36 de l'annexe des comptes du groupe 2014.

M 18 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Solde au 1.1.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2013
Logiciels et licences	28 664	4 691	-292	540	33 603
Valeurs d'acquisition	28 664	4 691	-292	540	33 603
Logiciels et licences	-18 660	-3 977	290	-	-22 347
Amortissements prévus	-18 660	-3 977	290	-	-22 347
Logiciels et licences	-418	-	-	-	-418
Dépréciations	-418	-	-	-	-418
Logiciels et licences	9 586	714	-2	540	10 838
Valeurs comptables nettes	9 586	714	-2	540	10 838

CHF 1000	Solde au 1.1.2014	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2014
Logiciels et licences	33 603	2 191	-2 160	22	33 656
Valeurs d'acquisition	33 603	2 191	-2 160	22	33 656
Logiciels et licences	-22 347	-4 422	2 160	-	-24 609
Amortissements prévus	-22 347	-4 422	2 160	-	-24 609
Logiciels et licences	-418	-	-	-	-418
Dépréciations	-418	-	-	-	-418
Logiciels et licences	10 838	-2 231	-	22	8 629
Valeurs comptables nettes	10 838	-2 231	-	22	8 629

Les entrées de **valeurs incorporelles** s'expliquent en grande partie par la troisième phase de relance des activités web de SRF (Schweizer Radio und Fernsehen) pour 1,4 million de francs (2013: 3,4 millions). La hausse des amortissements prévus est elle aussi essentiellement imputable à cette relance. Quant à elles, les sorties s'expliquent principalement par la transmission des logiciels et licences à notre filiale Technology and Production Center Switzerland AG (1,7 million).

M 19 Dettes financières à court terme

CHF 1000	2014	2013
Instruments financiers dérivés	-	609
Total	-	609

A partir de 2014, les **instruments financiers dérivés** ne figurent plus qu'en annexe, au point M 28.

M 20 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2014	2013
Tiers	54 968	61 670
Sociétés du groupe	17 156	14 807
Sociétés proches	2 764	1 507
Total	74 888	77 984

Les **engagements découlant de livraisons et de prestations** ont baissé de 3,1 millions de francs (2013: - 1,1 million). Cette évolution est liée aux opérations réalisées durant l'exercice et se situe au niveau habituel.

M21 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2014	2013
Encaissement anticipé de la redevance	187 190	188 497
Total	187 190	188 497

Etant donné que la **redevance** est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous ce poste. Durant l'exercice sous revue, les encaissements anticipés affichent une baisse de 1,3 million de francs (2013: +4,8 millions).

M22 Autres dettes

CHF 1000	2014	2013
Tiers	66 319	41 027
Total	66 319	41 027

Les **autres dettes** enregistrent une hausse de 25,3 millions de francs (2013: +8,6 millions) qui s'explique par les acomptes déjà encaissés pour une transaction immobilière prévue à Genève.

M23 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2014	2013
Tiers	62 130	59 438
Sociétés du groupe	1 949	2 780
Total	64 079	62 218

Par rapport à 2013, les **comptes de régularisation passifs** ont augmenté de 1,9 million de francs (2013: -8,2 millions).

M24 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable 1.1.2013	161 582	4 872	3 982	170 436
Constitution	94	2 948	1 225	4 267
Utilisation	-161 201	-2 447	-1 761	-165 409
Dissolution	-281	-1 310	-2 932	-4 523
Reclassification	-100	-1 317	2 535	1 118
Valeur comptable 31.12.2013	94	2 746	3 049	5 889
Constitution	70	1 560	5 596	7 226
Utilisation	-94	-1 876	-1 968	-3 938
Dissolution	-	-1 210	-880	-2 090
Reclassification	-	341	330	671
Valeur comptable 31.12.2014	70	1 561	6 127	7 758

Le solde de 0,1 million de francs (2013: 0,1 million) figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** comprend les habituelles provisions à court terme pour les paiements de compensation envers les collaborateurs. Le solde des **provisions de restructuration** a diminué de 1,1 million de francs pour atteindre 1,6 million de francs (2013: 2,7 millions). Les **autres provisions** se répartissent principalement comme suit: 0,6 million de francs (2013: 1,7 million) imputables aux litiges juridiques, 4,4 millions de francs à la fin de la diffusion du signal tv analogique par satellite (voir aussi M 6) et 0,8 million de francs lié aux cartes SAT Access (voir aussi M 7).

M 25 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2014	2013
Prêt contre reconnaissance de dette	250 000	250 000
Total	250 000	250 000

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de 250,0 millions de francs souscrit auprès de PostFinance arrivera à échéance à la fin septembre 2023.

M 26 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable 1.1.2013	40 840	435	9 060	50 335
Constitution	4 422	–	892	5 314
Utilisation	–6 494	–	–1 216	–7 710
Dissolution	–	–13	–1 590	–1 603
Reclassification	100	1 317	–2 535	–1 118
Valeur comptable 31.12.2013	38 868	1 739	4 611	45 218
Constitution	3 225	1 007	183	4 415
Utilisation	–3 654	–	–211	–3 865
Dissolution	–221	–5	–93	–319
Reclassification	–	–341	–330	–671
Valeur comptable 31.12.2014	38 218	2 400	4 160	44 778

Les provisions à long terme **personnel et prévoyance** couvrent les soldes temps et les primes de fidélité des collaborateurs à hauteur de 38,2 millions de francs (2013: 38,9 millions). Dans le cadre du calcul des assurances, les primes de fidélité ont été escomptées des taux d'intérêt versés à la Caisse au titre des obligations fédérales (état décembre 2013). Les **provisions de restructuration** comprennent les coûts liés à des mesures sociales de 2,4 millions de francs (2013: 1,4 million). Les **autres provisions** sont principalement constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 1,2 million de francs (2013: 1,7 million) et de provisions pour les frais de remise en état de bâtiments et de parties de bâtiment loués à hauteur de 2,3 millions de francs (2013: 2,3 millions).

Autres indications

M 27 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

Dans le cadre du Pacte de l'audiovisuel, prolongé de quatre ans en 2011, il existe encore une obligation d'acceptation de 22,3 millions de francs (2013: 44,6 millions). La Business Unit Sport a conclu des contrats pour des manifestations sportives à venir pour un montant de 122,3 millions de francs (158,1 millions en 2013).

Des contrats de bail à long terme ont été signés pour un montant approximatif de 165,2 millions (2013: 122,8 millions). 10,4 millions arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 44,2 millions de francs dans deux à cinq ans, et 110,6 millions de francs dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires sont estimés à près de 22,6 millions de francs (2013: 11,0 millions). Les garanties bancaires s'élèvent à 15,3 millions de francs (2013: 12,7 millions) et le cautionnement d'une filiale à 0,2 million de francs.

Des engagements conditionnels envers la Caisse de pension apparaissent en rapport avec le changement de primauté. Ils concernent des dépenses non encore précisément quantifiables prévues d'ici au 31 décembre 2018 pour faire face à un éventuel abaissement du taux technique de 3,25 à 2,75% pendant cette période. Un autre engagement conditionnel existe en cas d'assainissement.

M 28 Instruments financiers dérivés

CHF 1000	Valeurs contractuelles	Valeurs de remplacement	
		Positives	Négatives
Opérations de change à option ouvertes 2013			
Achat EUR	84 696	18	306
Achat USD	18 488	–	303
Total achat	103 184	18	609
Total des opérations de change à option le 31.12.2013	103 184	18	609
Opérations de change à option ouvertes 2014			
Achat EUR	94 324	–	498
Achat USD	16 230	1 588	–
Total achat	110 554	1 588	498
Total des opérations de change à option le 31.12.2014	110 554	1 588	498

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

M 29 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers les caisses de pension s'élèvent à 0,4 million de francs au 31 décembre 2014 (0,4 million en 2013). L'annexe du rapport financier sur les comptes du groupe, point G 31, contient d'autres informations sur les institutions de prévoyance, sur la réserve de cotisations de l'employeur et sur la situation économique.

M 30 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent à la saisie et à l'évaluation systématique des risques. La gestion des risques fait partie intégrante des instruments de gestion de la SSR; c'est un élément fixe des processus d'entreprise et des processus de gestion pour ce qui est des décisions et des responsabilités. La gestion des risques englobe la culture, les processus et les structures, qui sont orientées sur l'exploitation effective des chances et des risques dans le contexte opérationnel et stratégique.

Les responsabilités et l'organisation de la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les principaux risques et à engager les mesures et les projets nécessaires.

En 2014, cette procédure a permis d'identifier 9 risques majeurs à l'échelle de l'entreprise, dans les catégories suivantes: politique et régulation, conjoncture, modes de consommation et besoins du public, actions de la concurrence, projets et systèmes de même que sécurité informatique. Les mesures nécessaires ont été définies, qui permettent de contrôler les risques une fois ceux-ci identifiés.

M 31 Informations complémentaires

Les informations complémentaires figurent au point G 35 de l'annexe des comptes du groupe.

M 32 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 1^{er} avril 2015, il ne s'est produit aucun événement majeur qui puisse compromettre la teneur des comptes annuels 2014 et qu'il faille mentionner dans le présent rapport. En ce qui concerne la suppression du taux plancher de l'euro en janvier 2015, les précisions suivantes s'imposent: la maison mère ne réalise pas de chiffre d'affaires conséquent en euros, les baisses de chiffre d'affaires devraient de ce fait être inexistantes ou marginales. Toutefois, la SSR couvrant les risques monétaires au moyen d'opérations à terme pour l'exercice suivant, l'exercice 2015 devrait se terminer sur un résultat financier en net recul. Celui-ci sera toutefois compensé par la baisse des charges de production et d'exploitation des acquisitions réalisées dans la zone euro.

Proposition

Selon la réunion du Conseil d'administration du 1^{er} avril 2015, compte tenu des commentaires qui précèdent sur l'exercice financier 2014 de la maison mère et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 24 avril 2015 d'approuver les comptes 2014 de la maison mère.

L'exercice 2014 se solde par un bénéfice de 4,8 millions de francs, que nous proposons de verser au compte des réserves provenant des bénéfices.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le Président
Raymond Loretan



Le Directeur général
Roger de Weck

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le compte de profits et pertes, le bilan, le tableau de financement, le tableau de variation des fonds propres et l'annexe (pages 110 – 129) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2014.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux Swiss GAAP RPC, aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2014 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

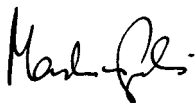
Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 69b CC en liaison avec l'art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 69b CC en liaison avec l'art. 728a, al. 1, chiff. 3 CO et à la norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



Martin Gröli
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Fredi Widmann
Expert-réviseur agréé

Zurich, le 1^{er} avril 2015

Comptes du groupe 2014

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2014	2013
Redevances radio/tv	G 1	1 210 397	1 203 165
Recettes commerciales	G 2	412 788	383 815
Autres recettes	G 3	64 078	60 276
Diminution de recettes	G 4	-5 058	-3 115
Produit d'exploitation		1 682 205	1 644 141
Charges de personnel	G 5	812 301	794 876
Charges programme et production	G 6	494 925	469 570
Autres charges d'exploitation	G 7	258 189	250 816
Amortissements et corrections de valeur	G 8	104 008	103 378
Charges d'exploitation		1 669 423	1 618 640
Résultat d'exploitation		12 782	25 501
Résultat financier	G 9	-4 311	-4 689
Impôts	G 10	-1 626	-1 289
Part des entités associées au résultat		1 543	1 504
Participations minoritaires		-6	-7
Résultat d'entreprise		8 382	21 020

G = comptes du groupe, annexe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2014	2013
Liquidités	G 11	266 875	220 989
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	G 12	2 256	2 230
Créances résultant de livraisons et de prestations	G 13	76 228	78 701
Autres créances	G 14	5 412	7 654
Comptes de régularisation actifs	G 15	27 947	31 268
Stocks	G 16	123 873	137 420
Actifs circulants		502 591	478 262
Immobilisations corporelles	G 17	719 768	704 141
Entités associées	G 18	19 993	19 702
Immobilisations financières	G 19	3 311	2 534
Immobilisations incorporelles	G 20	9 843	13 047
Actifs immobilisés		752 915	739 424
ACTIFS		1 255 506	1 217 686
Dettes financières à court terme	G 21	–	609
Engagements résultant de livraisons et de prestations	G 22	69 079	73 779
Encaissement anticipé de la redevance	G 23	187 190	188 497
Autres dettes	G 24	74 783	49 081
Comptes de régularisation passifs	G 25	84 869	75 188
Provisions à court terme	G 26	9 370	7 677
Capitaux étrangers à court terme		425 291	394 831
Dettes financières à long terme	G 27	250 000	250 000
Provisions à long terme	G 28	59 810	60 466
Capitaux étrangers à long terme		309 810	310 466
Capitaux étrangers		735 101	705 297
Réserve de base		480 000	480 000
Réserves provenant de bénéfices		32 824	11 846
Réserves monnaies étrangères		–916	–591
Résultat d'entreprise		8 382	21 020
Capitaux propres (sans parts minoritaires)		520 290	512 275
Intérêts minoritaires		115	114
Capitaux propres (intérêts minoritaires compris)		520 405	512 389
PASSIFS		1 255 506	1 217 686

G = comptes du groupe, annexe

Tableau de financement

CHF 1000	Annexe	2014	2013
Résultat d'entreprise		8 382	21 020
Résultat intérêts minoritaires		6	7
Part des entités associées au résultat		-1 543	-1 504
Amortissements	G 8	102 507	102 578
Corrections de valeur	G 8	1 501	800
Augmentation papiers-valeurs et autres placements à court terme	G 12	-26	600
Diminution créances résultant de livraisons et de prestations	G 13	2 473	-3 110
Diminution autres créances	G 14	2 242	138
Diminution comptes de régularisation actifs	G 15	3 321	-13 985
Diminution stocks	G 16	13 547	-3 682
Diminution dettes	G 21	-609	363
Diminution engagements découlant de livraisons et de prestations	G 22	-4 700	3 078
Diminution encaissement anticipé de la redevance	G 23	-1 307	4 821
Augmentation autres dettes	G 24	25 702	8 792
Augmentation comptes de régularisation passifs	G 25	9 681	-6 647
Augmentation provisions à court terme	G 26	1 693	-166 139
Diminution provisions à long terme	G 28	-656	-4 501
Augmentation réserves cotisations employeur	G 19	-528	-28
Autres charges sans incidence sur le fonds		348	1 512
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles		-2 056	-60
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles		10	3
Flux de fonds liés à l'exploitation		159 988	-55 944
Achat d'immobilisations corporelles		-120 181	-92 213
Vente d'immobilisations corporelles		7 417	65
Achat de titres et de participations	G 18/19	-75	-
Prêt accordé	G 19	-	-10
Remboursement d'un prêt	G 19	20	20
Achat d'immobilisations incorporelles		-2 413	-6 303
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-115 232	-98 441
Free cashflow		44 756	-154 385
Remboursement prêt contre reconnaissance de dette		-	-270 000
Prêt contre reconnaissance de dette		-	250 000
Païement de dividendes aux minoritaires		-5	-8
Païement de dividendes des entités associées		1 135	959
Flux de fonds liés aux opérations de financement		1 130	-19 049
Variation des fonds		45 886	-173 434

G = comptes du groupe, annexe - Suite à la page suivante

Tableau de financement (suite)

CHF 1000	Annexe	2014	2013
Liquidités au 1 ^{er} janvier		220 989	394 423
Liquidités au 31 décembre		266 875	220 989
Variation des fonds		45 886	-173 434

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Capitaux propres			Résultat du groupe	Total sans les parts des minoritaires	Parts des minoritaires	Total avec les parts des minoritaires
	Réserve de base	Réserve provenant de bénéfices	Ecart de conversion cumulé				
Solde au 1^{er} janvier 2013	480 000	128 652	-869	-117 022	490 761	115	490 876
Réimputation résultat 2012	-	-117 022	-	117 022	-	-	-
Ecart monnaies étrangères	-	-	278	-	278	-	278
Paiement de dividendes aux minoritaires	-	-	-	-	-	-8	-8
Modification du périmètre de consolidation*	-	216	-	-	216	-	216
Résultat d'entreprise 2013	-	-	-	21 020	21 020	7	21 027
Solde au 31 décembre 2013	480 000	11 846	-591	21 020	512 275	114	512 389
Réimputation résultat 2013	-	21 020	-	-21 020	-	-	-
Ecart monnaies étrangères	-	-	-325	-	-325	-	-325
Paiement de dividendes aux minoritaires	-	-	-	-	-	-5	-5
Modification du périmètre de consolidation*	-	-42	-	-	-42	-	-42
Résultat d'entreprise 2014	-	-	-	8 382	8 382	6	8 388
Solde au 31 décembre 2014	480 000	32 824	-916	8 382	520 290	115	520 405

*La modification du périmètre de consolidation provient de l'entité associée Telepool GmbH, Munich.

Principes régissant l'établissement des comptes

Les comptes du groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC. Les comptes annuels offrent une image de l'état de la fortune, des finances et des revenus conforme à la réalité (true and fair view).

En sus des principes de consolidation détaillés ci-après, il y a lieu de tenir compte des règles de la maison mère figurant dans les principes régissant l'établissement des comptes (page 114) et dans les principes d'inscription au bilan et d'évaluation (page 115).

Principes de consolidation

Généralités

La clôture des comptes du groupe repose sur la clôture des comptes des sociétés du groupe au 31 décembre, opérée selon les mêmes principes.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les principales sociétés dans lesquelles la SSR détient une participation au capital directe ou indirecte et la majorité des droits de vote, ou dans lesquelles elle exerce un contrôle direct ou indirect sous une autre forme. Le périmètre de consolidation regroupe les entreprises suivantes:

Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Maison mère (holding), sous la forme juridique d'une association

Sociétés du groupe	2014	2013
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions CHF 10,0 millions Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs tv suisses et étrangers	100%	100%
Schweizerische Teletext AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 million Teletext et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 million Participations dans le domaine de la radiodiffusion	100%	100%
Publisuisse SA, Berne Capital actions CHF 4,5 millions Commercialisation de la publicité tv et sponsoring	99,8%	99,8%
MCDT AG, Zurich Capital actions CHF 0,1 million Marketing et conseils en matière de radio numérique	100%	100%
Mxlab AG, Berne Capital actions CHF 0,1 million Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales	51%	51%

La société Radio Events GmbH, Berne, dans laquelle la SSR détient une participation de 50 % au capital initial de 20 000 francs, n'est pas consolidée en vertu du principe d'importance relative; elle figure parmi les autres participations.

Méthode de consolidation et goodwill

Les participations inférieures à 20 % des droits de vote et celles de moindre importance sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables. La valeur des participations entre 20 % et 50 % est évaluée selon la méthode de la mise en équivalence (part des capitaux propres) et portée au bilan. Les participations supérieures à 50 % sont intégralement consolidées.

La consolidation du capital s'effectue selon la méthode anglo-saxonne de l'acquisition. Les capitaux propres de la société consolidée sont inscrits dans les comptes annuels de la maison mère (holding) à la valeur comptable de la participation au moment de l'acquisition ou de la fondation. Les actifs et les passifs des sociétés du groupe sont évalués selon des critères homogènes au moment de la première consolidation. Suite à cette réévaluation, l'éventuelle différence entre le prix d'achat ou la valeur comptable de la participation (valeur d'acquisition) et les capitaux propres d'une société acquise est inscrite comme goodwill à l'actif du bilan.

Le goodwill est amorti en principe sur la durée d'utilisation attendue, toutefois jamais plus de 20 ans, avec effet sur le compte de résultat. Un badwill est saisi directement avec effet sur le compte de résultat.

Conformément à la méthode de la consolidation intégrale, les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits des sociétés consolidées sont repris dans leur intégralité, tandis que les parts des actionnaires minoritaires au capital propre et au bénéfice sont présentées séparément.

Monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et des diverses sociétés du groupe est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats. Les différences de cours résultant de la réévaluation des parts des sociétés associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

Consolidation des dettes, chiffre d'affaires interne et bénéfices intermédiaires

Les charges et les produits réalisés entre les sociétés consolidées ainsi que leurs dettes et créances réciproques sont éliminés. Les bénéfices intermédiaires sur stocks sont éliminés dans les comptes consolidés, avec un effet sur le résultat.

Impôts

Les provisions pour impôts différés sont constituées au bilan des participations consolidées en raison des écarts temporels entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales. Sur ces montants, les impôts sont provisionnés au taux effectif attendu, soit 22% en moyenne.

Annexe

Explications

G1 Redevances radio/tv

CHF 1000	2014	2013
Redevances télévision	761 821	758 932
Redevances radio	448 576	444 233
Total	1 210 397	1 203 165

Le **produit de la redevance** a de nouveau augmenté au cours de l'exercice sous revue. Par rapport à l'exercice précédent, la SSR enregistre 7,2 millions de francs de recettes supplémentaires (2013: +15,1 millions), ce qui s'explique essentiellement par la progression des redevances encaissées auprès des particuliers.

G2 Recettes commerciales

CHF 1000	2014	2013
Publicité	295 841	281 076
Sponsoring	63 667	57 986
Programme	53 280	44 753
Total	412 788	383 815

Grâce aux grands événements sportifs (Jeux olympiques d'hiver et Coupe du monde de football) et à une augmentation de la demande d'espaces publicitaires pendant les mois d'été, le **produit publicitaire** affiche une hausse de 14,8 millions de francs (2013: -12,0 millions). Le **produit du sponsoring** est en progression de 5,7 millions de francs (2013: -6,3 millions), une hausse attribuable d'une part aux grandes manifestations sportives et, d'autre part, à des contributions de sponsors plus constantes sur les émissions de la grille habituelle. Le **produit du programme** a augmenté de 8,5 millions de francs en raison des importants mandats de production pour les épreuves de ski alpin à Sochi et les Championnats d'Europe d'athlétisme à Zurich (+7,5 millions), des coproductions ainsi que des ventes supplémentaires de licences.

G3 Autres recettes

CHF 1000	2014	2013
Contributions	23 355	20 139
Prestations de services	24 998	28 288
Autre produit d'exploitation	15 725	11 849
Total	64 078	60 276

Les **contributions** comprises dans les autres produits, et essentiellement composées de subventions fédérales aux programmes et aux émissions diffusés à l'étranger, connaissent une progression de 3,2 millions de francs (+0,9 million en 2013). La maison mère s'est en effet vu octroyer davantage de subventions pour le développement de TvSvizzera. Le **produit des prestations de service** affiche un recul de 3,3 millions de francs sur l'exercice clôturé (+1,5 million en 2013). La hausse de 3,9 millions de francs des **autres produits d'exploitation** est principalement due à la vente d'immobilisations corporelles.

G4 Diminutions de recettes

CHF 1000	2014	2013
Diminutions	-5 058	-3 115
Total	-5 058	-3 115

En raison de volumes publicitaires accrus et d'indemnités online plus élevées, les rabais ont constitué la cause principale du creusement de la **diminution des recettes** de 1,9 million de francs (2013: -0,4 million).

G5 Charges de personnel

CHF 1000	2014	2013
Salaires	640 634	638 555
indemnités	23 663	25 028
Prestations sociales	128 889	111 101
Autres charges de personnel	19 115	20 192
Total	812 301	794 876

Les **salaires** ont enregistré une progression de 2,1 millions de francs (2013: +2,4 millions), qui s'explique principalement par les heures supplémentaires réalisées à l'occasion des grands événements sportifs de l'année 2014 et par la hausse des primes de performance. La baisse des dépenses de 1,4 million de francs (2013: -1,1 million) pour les **allocations** est due quant à elle à l'ajustement de la provision pour les primes de fidélité. L'accroissement des **prestations sociales** de 17,8 millions de francs est essentiellement dû à la hausse des primes versées par la Caisse de pension (+15,2 millions) en raison de l'abaissement du taux technique de 4 à 3,25%. Les **autres charges** de personnel sont en recul de 1,1 million de francs (2013: +0,4 million). Cette baisse s'explique pour l'essentiel par la suppression du plan social pour WRS (World Radio Switzerland), qui alourdissait ce poste de 1,7 million de francs l'an dernier.

G6 Charges programme et production

CHF 1000	2014	2013
Indemnités artistes et auteurs	31 544	30 784
Droits d'auteur	123 027	109 075
Productions de tiers et commandes	222 837	224 756
Charges de liaisons et de lignes	99 404	93 334
Charges diverses programme et production	19 907	8 370
Variation des stocks de programmes	-1 794	3 251
Total	494 925	469 570

L'absence de grands événements sportifs en 2013 avait délesté le poste des **droits d'auteur** de 10,7 millions de francs. En 2014, les grands événements sportifs ont entraîné une hausse de 13,0 millions de francs pour ce poste. Les coûts des droits de retransmission des manifestations sportives récurrentes, ayant augmenté de 0,7 million de francs, ont également un impact négatif. Au total, la progression des droits d'auteur s'élève à 14,0 millions de francs (2013: -10,1 millions). Les **productions et mandats externes** sont en recul de 1,9 million de francs (-19,1 millions en 2013). En raison de la décision de mettre fin plus tôt que prévu à la diffusion du signal de télévision analogique par satellite, avec pour conséquence une fin de contrat anticipée, une provision a dû être constituée sous les charges de liaisons et de lignes, à hauteur de 4,4 millions de francs. Les dépenses supplémentaires engendrées par l'extension et l'optimisation du réseau de transmission numérique et la hausse générale des coûts de diffusion ont entraîné une augmentation globale des charges de liaisons et de lignes de 6,1 millions de francs (2013: -2,7 millions). Les **divers frais de programme et de production** affichent une progression de 11,5 millions de francs (2013: +6,1 millions) due à la hausse des volumes d'achat d'espaces publicitaires. La **variation des stocks de programme** allège le compte de résultat de 1,8 million de francs (2013: 3,3 millions).

G7 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2014	2013
Entretien et remplacement	58 672	58 087
Frais administratifs et publicité	68 013	67 176
Communication, logistique et frais	60 338	55 690
Autres charges	71 166	69 863
Total	258 189	250 816

Le poste **communication, logistique et frais** affiche une hausse de 4,6 millions de francs (2013: -3,0 millions) essentiellement due au nombre important de grandes manifestations sportives, celles-ci impliquant une intensification des déplacements et de la communication. Le poste des **autres charges** augmente de 1,3 million de francs (2013: -4,4 millions), principalement en raison de la vente de cartes SAT Access (1,2 million).

G8 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2014	2013
Amortissements prévus immobilisations corporelles	97 082	97 836
Dépréciations immobilisations corporelles	1 733	800
Immobilisations corporelles	98 815	98 636
Dépréciations immobilisations financières	-244	-
Immobilisations financières	-244	-
Amortissements prévus valeurs incorporelles	5 425	4 742
Dépréciations valeurs incorporelles	12	-
Valeurs incorporelles	5 437	4 742
Total	104 008	103 378

L'écart total entre les **amortissements et les corrections de valeur** évolue de 0,6 million de francs par rapport à 2013. En raison de la bonne marche des affaires, l'immobilisation financière Euronews SA a pu être revalorisée de 0,2 million de francs.

G9 Résultat financier

CHF 1000	2014	2013
Produits financiers	2 926	4 962
Charges financières	-7 237	-9 651
Total	-4 311	-4 689

Par rapport à l'exercice précédent, le **résultat financier** progresse de 0,4 million de francs (2013: +3,2 millions), en raison d'une baisse des charges d'intérêts.

G 10 Impôts

CHF 1000	2014	2013
Impôts courants	-1 579	-907
Variation impôts différés	-47	-382
Total	-1 626	-1 289

La maison mère est exonérée d'impôts. Les impôts courants et les impôts différés ne concernent donc que les filiales.

G 11 Liquidités

CHF 1000	2014	2013
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	266 827	220 879
Fonds assimilés à des liquidités	48	110
Total	266 875	220 989

Au cours de l'exercice sous revue, les **liquidités** ont augmenté de 45,9 millions de francs (2013: -173,4 millions). Le détail de ces évolutions figure dans le tableau des mouvements de trésorerie du groupe.

G 12 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2014	2013
Instruments financiers dérivés	-	18
Papiers-valeurs	2 256	2 212
Total	2 256	2 230

Les **papiers-valeurs et autres placements à court terme** comprennent des titres à court terme qui ne sont pas considérés comme des immobilisations financières. Depuis 2014, les **instruments financiers dérivés** ne sont plus présentés qu'en annexe (voir point M 28 des comptes de la maison mère).

G 13 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2014	2013
Tiers	78 026	81 666
Sociétés proches	588	569
Corrections de valeur	-2 386	-3 534
Total	76 228	78 701

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** enregistrent une baisse de 2,5 millions de francs (+3,1 millions en 2013) au cours de l'exercice sous revue.

G 14 Autres créances

CHF 1000	2014	2013
Tiers	5 412	7 654
Total	5 412	7 654

Les **autres créances** sont en recul de 2,2 millions de francs (2013: -0,1 million), une baisse imputable pour l'essentiel à la diminution des créances envers les collaborateurs et des encaissements anticipés.

G 15 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2014	2013
Tiers	27 947	31 268
Total	27 947	31 268

Les **comptes de régularisation actifs** enregistrent une baisse de 3,3 millions de francs (+14,0 millions en 2013), essentiellement imputable à une redevance limitée à la période sous revue.

G 16 Stocks

CHF 1000	2014	2013
Paiements anticipés de programmes	12 487	27 601
Productions maison	49 561	44 590
Productions de tiers	61 173	64 654
Corrections de valeurs	-673	-977
Stocks de programmes	110 061	108 267
Stocks de marchandises	1 325	1 552
Stocks	123 873	137 420

Les **paiements anticipés** affichent une baisse de 15,1 millions de francs (2013: +6,8 millions), dont 11,8 millions sont imputables aux droits sportifs et 3,3 millions aux autres paiements anticipés. Portés à l'actif uniquement pour les productions télévisées, les **stocks de programmes** regroupent les productions de tiers et les productions maison non encore diffusées. Ils sont en hausse de 1,8 million de francs (2013: -3,3 millions). Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

G 17 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Solde au 1.1.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2013
Immobilisations en construction et paiements anticipés	49 875	38 504	238	-16 576	72 041
Terrains	22 742	-	-	-	22 742
Bâtiments	923 345	4 536	-3 383	7 876	932 374
Moyens de production	679 491	37 906	-60 510	7 243	664 130
Informatique	102 649	9 881	-19 368	656	93 818
Autres immobilisations corporelles	41 102	1 354	-2 357	261	40 360
Valeurs d'acquisition	1 819 204	92 181	-85 380	-540	1 825 465
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-59	-	59	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-416 928	-32 807	3 364	-	-446 371
Moyens de production	-475 558	-50 810	54 866	-	-471 502
Informatique	-71 656	-11 250	17 506	-	-65 400
Autres immobilisations corporelles	-32 780	-2 969	2 218	-	-33 531
Amortissements prévus	-996 981	-97 836	78 013	-	-1 016 804
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-85 442	-268	47	-	-85 663
Moyens de production	-19 320	-519	4 304	-	-15 535
Informatique	-4 112	-5	1 406	-	-2 711
Autres immobilisations corporelles	-725	-8	122	-	-611
Dépréciations	-109 599	-800	5 879	-	-104 520
Immobilisations en construction et paiements anticipés	49 816	38 504	297	-16 576	72 041
Terrains	22 742	-	-	-	22 742
Bâtiments	420 975	-28 539	28	7 876	400 340
Moyens de production	184 613	-13 423	-1 340	7 243	177 093
Informatique	26 881	-1 374	-456	656	25 707
Autres immobilisations corporelles	7 597	-1 623	-17	261	6 218
Valeurs comptables nettes	712 624	-6 455	-1 488	-540	704 141

CHF 1000	Solde au 1.1.2014	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2014
Immobilisations en construction et paiements anticipés	72 041	59 420	–	–26 716	104 745
Terrains	22 742	–	–1 109	–	21 633
Bâtiments	932 374	8 363	–10 814	9 915	939 838
Moyens de production	664 130	39 573	–36 604	12 053	679 152
Informatique	93 818	12 047	–7 962	3 896	101 799
Autres immobilisations corporelles	40 360	1 467	–3 046	830	39 611
Valeurs d'acquisition	1 825 465	120 870	–59 535	–22	1 886 778
Immobilisations en construction et paiements anticipés	–	–	–	–	–
Terrains	–	–	–	–	–
Bâtiments	–446 371	–30 502	6 375	–	–470 498
Moyens de production	–471 502	–51 104	33 887	–	–488 719
Informatique	–65 400	–12 740	6 993	–	–71 147
Autres immobilisations corporelles	–33 531	–2 736	2 959	–	–33 308
Amortissements prévus	–1 016 804	–97 082	50 214	–	–1 063 672
Immobilisations en construction et paiements anticipés	–	–	–	–	–
Terrains	–	–	–	–	–
Bâtiments	–85 663	–812	83	–	–86 392
Moyens de production	–15 535	–889	1 883	–	–14 541
Informatique	–2 711	–	937	–	–1 774
Autres immobilisations corporelles	–611	–32	12	–	–631
Dépréciations	–104 520	–1 733	2 915	–	–103 338
Immobilisations en construction et paiements anticipés	72 041	59 420	–	–26 716	104 745
Terrains	22 742	–	–1 109	–	21 633
Bâtiments	400 340	–22 951	–4 356	9 915	382 948
Moyens de production	177 093	–12 420	–834	12 053	175 892
Informatique	25 707	–693	–32	3 896	28 878
Autres immobilisations corporelles	6 218	–1 301	–75	830	5 672
Valeurs comptables nettes	704 141	22 055	–6 406	–22	719 768

Les **acomptes** figurant dans les immobilisations en construction et paiements anticipés s'élèvent à 0,1 million de francs (2013: 1,4 million). La hausse des **immobilisations en construction** est principalement due au projet de construction de Genève (35,8 millions) qui sera clôturé en 2015. En ce qui concerne les bâtiments, le recul est dû à la vente de biens immobiliers dans les régions de Zurich et de Saint-Gall. Le solde de la reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir G 20). La **valeur d'assurance incendie** des immobilisations corporelles s'élève à 1711,7 millions de francs (2013: 1713,2 millions).

G 18 Entités associées

CHF 1000	2014	2013
Entités associées	19 993	19 702
Total	19 993	19 702

La valeur en hausse de 0,3 million de francs (2013: +1,0 million) pour les sociétés associées est principalement le fait de la prise de participation dans l'AGFS (Communauté de travail pour la planification de la publicité TV en Suisse) pour un montant de 0,25 million de francs. Sur la souscription d'actions, 0,2 millions proviennent d'apports en nature, le reste étant constitué par le gain de valeur à l'issue de la mise en équivalence.

G 19 Immobilisations financières

CHF 1000	Solde au 1.1.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2013
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	90	10	-20	-	80
Participations	875	-	-1	-	874
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 129	28	-	-	2 157
Valeurs d'acquisition	3 096	38	-21	-	3 113
Titres	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-579	-	-	-	-579
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	-	-	-	-	-
Dépréciations	-579	-	-	-	-579
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	90	10	-20	-	80
Participations	296	-	-1	-	295
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 129	28	-	-	2 157
Valeurs comptables nettes	2 517	38	-21	-	2 534

CHF 1000	Solde au 1.1.2014	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2014
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	80	-	-20	-	60
Participations	874	25	-	-	899
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 157	528	-	-	2 685
Valeurs d'acquisition	3 113	553	-20	-	3 646
Titres	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-579	-	244	-	-335
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	-	-	-	-	-
Dépréciations	-579	-	244	-	-335
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	80	-	-20	-	60
Participations	295	25	244	-	564
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 157	528	-	-	2 685
Valeurs comptables nettes	2 534	553	224	-	3 311

La participation dans Romandie Média SA a été augmentée de 24 500 francs au cours de l'exercice sous revue. La marche des affaires d'Euronews SA a permis de réduire de 243 990 francs la dépréciation de valeur.

G20 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Solde au 1.1.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2013
Logiciels et licences	37 486	5 993	-256	540	43 763
Autres immobilisations incorporelles	1 843	310	-335	-	1 818
Valeurs d'acquisition	39 329	6 303	-591	540	45 581
Logiciels et licences	-25 792	-4 570	256	-	-30 106
Autres immobilisations incorporelles	-1 586	-172	335	-	-1 423
Amortissements prévus	-27 378	-4 742	591	-	-31 529
Logiciels et licences	-1 005	-	-	-	-1 005
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Dépréciations	-1 005	-	-	-	-1 005
Logiciels et licences	10 689	1 423	-	540	12 652
Autres immobilisations incorporelles	257	138	-	-	395
Valeurs comptables nettes	10 946	1 561	-	540	13 047

CHF 1000	Solde au 1.1.2014	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2014
Logiciels et licences	43 763	2 324	-3 872	22	42 237
Autres immobilisations incorporelles	1 818	89	-358	-	1 549
Valeurs d'acquisition	45 581	2 413	-4 230	22	43 786
Logiciels et licences	-30 106	-5 261	3 548	-	-31 819
Autres immobilisations incorporelles	-1 423	-164	345	-	-1 242
Amortissements prévus	-31 529	-5 425	3 893	-	-33 061
Logiciels et licences	-1 005	-	123	-	-882
Autres immobilisations incorporelles	-	-12	12	-	-
Dépréciations	-1 005	-12	135	-	-882
Logiciels et licences	12 652	-2 937	-201	22	9 536
Autres immobilisations incorporelles	395	-87	-1	-	307
Valeurs comptables nettes	13 047	-3 024	-202	22	9 843

Les entrées de **valeurs incorporelles** s'expliquent en grande partie par la troisième phase de relance des activités web de SRF (Schweizer Radio und Fernsehen) pour 1,4 million de francs (3,4 millions en 2013). La hausse des amortissements prévus est elle aussi essentiellement imputable à cette relance.

G21 Dettes financières à court terme

CHF 1000	2014	2013
Instruments financiers dérivés	–	609
Total	–	609

Depuis 2014, les **instruments financiers dérivés** ne sont plus présentés qu'en annexe (voir point M 28 des comptes de la maison mère).

G22 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2014	2013
Tiers	66 315	72 272
Sociétés proches	2 764	1 507
Total	69 079	73 779

Sur l'exercice, les **engagements découlant de livraisons et de prestations** sont en recul de 4,7 millions de francs (+3,1 millions en 2013).

G23 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2014	2013
Encaissement anticipé de la redevance	187 190	188 497
Total	187 190	188 497

Etant donné que la **redevance** est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous ce poste. Durant l'exercice sous revue, les encaissements anticipés affichent une baisse de 1,3 million de francs (2013: +4,8 millions).

G24 Autres dettes

CHF 1000	2014	2013
Tiers	74 119	48 930
Sociétés proches	664	151
Total	74 783	49 081

Les **autres dettes** enregistrent une hausse de 25,7 millions de francs (2013: +8,8 millions), essentiellement due aux acomptes déjà perçus dans le cadre d'une transaction immobilière imminente à Genève.

G25 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2014	2013
Tiers	84 869	75 188
Total	84 869	75 188

Les **comptes de régularisation passifs** progressent de 9,7 millions de francs (2013: -6,6 millions). Les principales causes en sont la hausse des régularisations pour les collaborateurs (2,9 millions), pour les primes pour réservation en ligne (2,2 millions) pour les contrats de diffusion et les droits d'auteur (1,9 million) ainsi que pour les opérations de troc (1,5 million).

G26 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructu- ration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable 1.1.2013	162 823	4 872	6 094	27	173 816
Constitution	94	3 275	1 911	4	5 284
Utilisation	-162 442	-2 447	-2 399	-	-167 288
Dissolution	-281	-1 310	-3 662	-	-5 253
Reclassification court/long terme	-100	-1 317	2 535	-	1 118
Valeur comptable 31.12.2013	94	3 073	4 479	31	7 677
Constitution	70	2 506	5 686	2	8 264
Utilisation	-94	-2 182	-2 194	-	-4 470
Dissolution	-	-1 232	-1 540	-	-2 772
Reclassification court/long terme	-	341	330	-	671
Valeur comptable 31.12.2014	70	2 506	6 761	33	9 370

Le solde de 0,1 million de francs (2013: 0,1 million) figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** comprend les habituelles provisions à court terme pour les paiements de compensation envers les collaborateurs. Le solde des **provisions de restructuration** a diminué de 0,6 million de francs pour atteindre 2,5 millions de francs (2013: 3,1 millions). Les **autres provisions** se répartissent principalement comme suit: 0,6 million de francs (2013: 1,8 million) imputables aux litiges juridiques, 4,4 millions de francs à la fin anticipée de la diffusion par satellite du signal de télévision analogique et 0,8 million de francs aux cartes SAT Access.

G27 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2014	2013
Prêt contre reconnaissance de dette	250 000	250 000
Total	250 000	250 000

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de 250,0 millions de francs souscrit par la maison mère auprès de PostFinance arrivera à échéance à fin septembre 2023.

G 28 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructu- ration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable 1.1.2013	51 581	435	11 521	1 430	64 967
Constitution	6 296	–	1 074	1 271	8 641
Utilisation	–7 777	–	–1 488	–	–9 265
Dissolution	–	–13	–1 853	–893	–2 759
Reclassification	100	1 317	–2 535	–	–1 118
Valeur comptable 31.12.2013	50 200	1 739	6 719	1 808	60 466
Constitution	4 253	1 382	846	1 260	7 741
Utilisation	–4 642	–	–388	–	–5 030
Dissolution	–761	–5	–715	–1 215	–2 696
Reclassification	–	–341	–330	–	–671
Valeur comptable 31.12.2014	49 050	2 775	6 132	1 853	59 810

Les provisions à long terme **personnel et prévoyance** couvrent les soldes temps et les primes de fidélité des collaborateurs à hauteur de 49,1 millions de francs (2013: 50,2 millions). Dans le cadre du calcul des assurances, les primes de fidélité ont été escomptées des taux d'intérêt versés à la Caisse au titre des obligations fédérales (état décembre 2013). Les **provisions de restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour un montant de 2,8 millions de francs (2013: 1,7 million). Les **autres provisions** sont principalement constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 1,6 million de francs (1,7 million en 2013) et de provisions pour les frais de remise en état de bâtiments et de parties de bâtiment loués à hauteur de 2,3 millions de francs (2013: 2,3 millions).

Autres indications

G 29 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

Les obligations d'acceptation de films et de séries envers différentes associations cinématographiques suisses atteignent, à l'échelle du groupe, 22,3 millions de francs (2013: 44,6 millions). Les droits sportifs sur de futurs événements se chiffrent à 122,3 millions de francs (158,1 millions en 2013).

Des contrats de bail à long terme ont été signés pour un montant approximatif de 169,1 millions de francs (128,1 millions en 2013). 11,7 millions de francs arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 46,8 millions de francs dans deux à cinq ans, et 110,6 millions de francs dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires sont estimés à près de 22,6 millions (2013: 11,0 millions). Les garanties bancaires s'élèvent à 15,3 millions de francs (2013: 12,7 millions) et un cautionnement atteint 0,2 million de francs.

Des engagements conditionnels envers la Caisse de pension apparaissent en rapport avec le changement de primauté. Ils concernent des dépenses non encore précisément quantifiables prévues au plus tard d'ici au 31 décembre 2018, pour faire face à un abaissement éventuel du taux d'intérêt technique de 3,25% à 2,75% pendant cette période. Un autre engagement conditionnel existe en cas d'assainissement.

G 30 Instruments financiers dérivés

Dans le groupe, seule la maison mère a recours à des instruments financiers dérivés. Des informations détaillées à ce sujet figurent dans l'annexe des comptes de la maison mère (point M 28).

G 31 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès d'institutions de prévoyance juridiquement autonomes. Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employés et de l'employeur, excepté dans le cas de la caisse des cadres, financée par des fonds patronaux. L'assurance des collaborateurs de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2014, le cercle des personnes assurées se composait de 6932 assurés actifs (2013: 6799) et de 1900 bénéficiaires de prestations (2013: 1861).

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (utilité, engagement) en référence aux institutions de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 31.12.14	Renon- ciation à l'utilisation 31.12.14	Consti- tution 31.12.14	Bilan 31.12.14	Bilan 31.12.13	Résultat réserves dans charges personnel	
						2014	2013
Fonds patronaux/institu- tions de prévoyance	2 685	-	528	2 685	2 157	-	-
Total	2 685	-	528	2 685	2 157	-	-

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit 31.12.14	Part économique de l'entité 31.12.14	31.12.13	Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisations ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
						2014	2013
Prévoyance cadres MCDT	3	-	-	-	17	17	15
Prévoyance cadres tpc	70	-	-	-	365	365	363
Prévoyance cadres SSR maison mère	701	-	-	-	3 870	3 870	3 771
Fonds patronaux/institutions de prévoyance patronales	774	-	-	-	4 252	4 252	4 149
MxLab	-	-	-	-	25	25	13
MCDT	-	-	-	-	49	49	24
tpc	-	-	-	-	7 436	7 436	4 770
SSR maison mère	-	-	-	-	55 082	55 082	42 041
Plan de prévoyance sans excé- dent / déficit de couverture	-	-	-	-	62 592	62 592	46 848
Schweizerische Teletext PVS	208	-	-	-	1 555	1 555	1 097
Publisuisse (Bâloise Assurances)	2 846	-	-	-	977	977	896
Plan de prévoyance avec excé- dent de couverture	3 054	-	-	-	2 532	2 532	1 993
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total	3 828	-	-	-	69 376	69 376	52 990

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice précédent, au 31 décembre 2014. S'il y a lieu de croire que des évolutions majeures se sont produites depuis la clôture du dernier exercice, leurs incidences devront être prises en compte. Au 31 décembre 2014, le taux de couverture de la CPS atteignait 106,8% (2013: 102,1%).

Au 1^{er} janvier 2014, la CPS est passée de la primauté des prestations à la primauté des cotisations et a par ailleurs abaissé le taux d'intérêt technique de 4,0% à 3,25%. Depuis le changement de primauté, la CPS propose trois plans de prévoyance. Les générations de transition 55+ restent assurées en primauté des prestations. Les collaborateurs percevant un salaire mensuel sont assurés en primauté des cotisations avec le plan de prévoyance A. Enfin, les collaborateurs percevant un salaire horaire sont assurés en primauté des cotisations avec le plan de prévoyance B. Tablant sur une baisse des taux d'intérêt, la CPS a été contrainte de relever les cotisations mensuelles à partir de 2014. Les assurés ont ainsi vu leurs cotisations augmenter en moyenne de 1% en 2014 tandis que l'employeur verse environ 2% de cotisations supplémentaires. Si un abaissement du taux d'intérêt technique à 2,75% s'avérait nécessaire dans les cinq ans suivant le changement de primauté, la CPS s'est déclarée prête à assumer la totalité des coûts de financement du capital de couverture qui manquerait alors aux bénéficiaires de rentes. Si un assainissement de la CPS s'avérait nécessaire dans les cinq ans suivant le changement de primauté, la SSR supporterait 60% des coûts correspondants et les 40% restants seraient répartis sur les employés.

G 32 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers les caisses de pension s'élèvent à 3,0 millions de francs au 31 décembre 2014 (2013: 1,8 million).

G 33 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent à la saisie et à l'évaluation systématiques des risques. La gestion des risques fait partie intégrante de l'instrument de direction de la SSR. Elle constitue un élément fixe des processus commerciaux et de direction en termes de prise de décision et de responsabilité. Elle englobe la culture, les processus et les structures visant gérer efficacement les opportunités et les dangers dans le contexte opérationnel et stratégique.

Les responsabilités et l'organisation de la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les principaux risques et à engager les mesures et les projets nécessaires.

En 2014, cette procédure a permis d'identifier 9 risques majeurs dans les catégories suivantes à l'échelle de l'entreprise: politique et régulation, conjoncture, modes de consommation et besoins du public, actions de la concurrence, projets et systèmes ainsi que sécurité informatique. Des mesures adéquates ont été définies en vue de contrôler les risques identifiés.

G 34 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 1^{er} avril 2015, il ne s'est produit aucun événement majeur qui puisse compromettre la teneur des comptes annuels 2014 et qu'il faille mentionner dans le présent rapport. En ce qui concerne la suppression du taux plancher de l'euro en janvier 2015, les précisions suivantes s'imposent: la SSR ne réalise pas de chiffre d'affaires conséquent en euros. Les baisses de chiffre d'affaires devraient de ce fait être inexistantes ou marginales. Toutefois, une grande partie des risques monétaires étant couverte au moyen d'opérations à terme pour l'exercice suivant, l'exercice 2015 devrait se terminer sur un résultat financier en net recul. Celui-ci sera cependant compensé par la baisse des charges de production et d'exploitation liées aux acquisitions dans la zone euro.

G35 Information sectorielle

Produit d'exploitation 2013

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Redevances	444,2	758,9	–	1 203,1
Recettes commerciales	19,9	359,2	4,7	383,8
Autres produits	8,3	9,5	42,5	60,3
Diminution de recettes	–	–3,0	–0,1	–3,1
Total	472,4	1 124,6	47,1	1 644,1

Charges d'exploitation 2013

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	135,5	413,5	16,7	565,7
Radio Télévision Suisse (RTS)	114,9	267,6	2,8	385,3
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	75,0	160,4	2,3	237,7
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	15,3	9,8	0,3	25,4
swissinfo.ch	5,2	12,1	–	17,3
Unités d'organisation nationales	85,2	247,4	–	332,6
Autres sociétés filiales	2,4	44,3	7,9	54,6
Total	433,5	1 155,1	30,0	1 618,6

Résultat d'exploitation 2013	38,9	–30,5	17,1	25,5
-------------------------------------	-------------	--------------	-------------	-------------

Produit d'exploitation 2014

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Redevances	448,6	761,8	–	1 210,4
Recettes commerciales	18,3	390,9	3,5	412,7
Autres produits	8,8	11,6	43,7	64,1
Diminution de recettes	–	–4,8	–0,2	–5,0
Total	475,7	1 159,5	47,0	1 682,2

Charges d'exploitation 2014

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	134,1	434,5	16,0	584,6
Radio Télévision Suisse (RSR)	110,4	277,2	3,3	390,9
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	76,4	164,8	2,5	243,7
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	14,4	10,6	0,3	25,3
swissinfo.ch	5,2	12,2	0,1	17,5
Unités d'organisation nationales	89,0	264,3	0,3	353,6
Autres sociétés filiales	2,8	44,9	6,2	53,9
Total	432,3	1 208,5	28,6	1 669,4

Résultat d'exploitation 2014	43,4	–49,0	18,4	12,8
-------------------------------------	-------------	--------------	-------------	-------------

Personnel

	Postes à plein temps		Nombre de pers. au 31. 12.	
	2014	2013	2014	2013
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	2 355	2 375	3 133	3 103
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 584	1 597	1 924	1 912
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	1 100	1 089	1 236	1 233
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	128	128	172	170
swissinfo.ch	86	85	107	107
Unités d'organisation nationales	484	477	559	554
Autres sociétés filiales	230	229	292	297
Total	5 967	5 980	7 417	7 376

G36 Liste des participations

	Monnaie	Capital de base en monnaie nationale en 1000	Participation SSR en %	Méthode de consolida- tion*
Sociétés du groupe (participation entre 50% et 100%)				
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	CHF	10 010	100,0	intég.
Publisuisse SA, Berne Commercialisation de la publicité tv et sponsoring	CHF	4 500	99,8	intég.
Teletext Suisse SA, Bienne Teletext et Data Broadcast	CHF	1 000	100,0	intég.
Telvetia SA, Berne Participations dans la domaine de la radiodiffusion	CHF	1 000	100,0	intég.
MCDT AG, Zurich Marketing et conseil en matière de radio numérique, filiale de Telvetia SA	CHF	100	100,0	intég.
Mxlab AG, Berne Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales, filiale de Telvetia SA	CHF	100	51,0	intég.
Sociétés en participation (participation entre 20% et 49%)				
Telepool Sàrl, Munich Acquisition, réalisation et commercialisation de productions tv, films, supports image et son en Suisse et à l'étranger, filiale de Telvetia SA	EUR	5 000	26,0	équiv.
SMD Schweizer Mediendatenbank SA, Zurich Exploitation d'une banque de données online pour les médias	CHF	900	33,3	équiv.
SwissMediaCast SA, Zurich Mise en place, exploitation et développement d'infrastructures radio/tv	CHF	1 030	29,1	équiv.
Viasuisse SA, Bienne Acquisition, mise en forme et commercialisation de services d'information routière	CHF	340	42,1	équiv.
AGFS (Communauté de travail pour la planification de la publicité TV en Suisse) SA, Berne Marketing de la publicité de la télévision; part de vote de 33%	CHF	115	43,5	équiv.
Autres participations (participation inférieure à 20% ou de moindre importance)				
CORSI, Lugano (coopérative)	CHF	334	0,2	v.a.
Euronews (Secemie) SA, Lyon	EUR	4 033	8,7	v.a.
Institut für Rundfunktechnik Sàrl, Munich	EUR	140	5,7	v.a.
Radio Events Sàrl, Berne	CHF	20	50,0	v.a.
Radio Lac SA, Genève	CHF	600	1,1	v.a.
Romandie Médias SA, Neuchâtel	CHF	750	9,8	v.a.
Agence Télégraphique Suisse SA, Berne	CHF	2 000	10,0	v.a.
Sonal SA, Genève	CHF	1 100	2,3	v.a.
TV5 Monde SA, Paris	EUR	137	11,1	v.a.

* Méthode de consolidation : (consolidation) intégrale, (mise en) équivalence, v.a. (valeur d'acquisition)

Proposition

Selon la séance du Conseil d'administration du 1^{er} avril 2015, compte tenu des commentaires qui précèdent sur les comptes de groupe 2014 et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 24 avril 2015 d'approuver les comptes du groupe 2014.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le Président
Raymond Loretan



Le Directeur général
Roger de Weck

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le compte de profits et pertes, le bilan, le tableau de financement, le tableau de variation des fonds propres et l'annexe (pages 131 - 154) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2014.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2014 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a, al. 1, chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



Martin Gröli
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Fredi Widmann
Expert-réviseur agréé

Zurich, le 1^{er} avril 2015